

## **Présentation du livre de CB : (Et si on essayait juste) LE BON SENS**

Ce livre est disponible gratuitement en format pdf à l'adresse <http://lebonsenscb.e-monsite.com>. Il est le fruit de plusieurs années de réflexions et de documentations sur les problèmes de notre société, l'énergie, le dérèglement climatique, et leurs relations. Il se veut le plus holistique possible, cherchant à mettre en lumière les causes profondes de la situation actuelle, pour mieux proposer des solutions pouvant vraiment répondre aux problèmes présents et à venir.

Cette présentation n'est qu'un résumé très sommaire pour donner un aperçu du contenu, mais seule la lecture du livre vous donnera toutes les explications nécessaires à une compréhension profonde. Son objectif est de fournir des informations et analyses, basées sur les faits et « le bon sens », pour le plus grand nombre de personnes possible, afin de permettre une prise de conscience générale de l'impasse dans laquelle nous sommes engagés si nous ne changeons pas le mode de pensée de notre société et son fonctionnement. Il vise aussi à donner ou redonner de l'espoir à ceux, notamment les jeunes, pour qui l'avenir paraît sombre à juste titre si nous continuons sur la même trajectoire. A moins d'un an des élections présidentielles, son objectif est également d'orienter le débat politique vers les véritables problèmes : le dérèglement climatique et l'augmentation des inégalités. Une autre société, plus heureuse et juste, socialement et écologiquement, est possible et souhaitable, et ce livre propose des solutions permettant d'aller dans ce sens, d'aller dans « le bon sens »...

Ce livre comprend cinq chapitres se succédant dans une suite logique et cohérente, agrémentés de faits et arguments référencés et d'analyses issues du simple bon sens, accessibles à tous, même si leur compréhension nécessite parfois un peu de concentration. Quelques figures sont utilisées pour illustrer certains faits et leurs conséquences probables.

Le premier chapitre « De quoi parlons-nous ? » présente, pour éviter les malentendus et déjà pointer certains problèmes, les définitions critiques de quelques termes : L'État, l'économie, les ressources naturelles, l'énergie, le travail, la croissance économique (et le PIB), la valeur (des choses), le profit, l'argent et la monnaie, les banques, les marchés financiers, et la démocratie représentative (et les conflits d'intérêts).

Le second chapitre, « Les problèmes et leurs causes », présente des faits argumentés basés sur de nombreuses références que le lecteur pourra ainsi vérifier, et analyse les causes. Le premier problème concerne le dérèglement climatique et vous trouverez dans cette partie les raisons pour lesquelles il est difficile à appréhender mais aussi pourquoi il constitue LE problème majeur auquel nous sommes et allons être confronté de plus en plus fortement, et ce de manière exponentielle et non proportionnelle comme notre intellect a tendance à raisonner. Vient ensuite la problématique du pic pétrolier et ses conséquences sur la croissance économique, qui illustre comment les énergies et les technologies les utilisant ont permis le développement de nos sociétés, et pourquoi notre économie aveugle à la problématique énergétique n'est pas en mesure de s'adapter au manque de disponibilités à venir. Cette problématique du pic pétrolier, qui a déjà commencé, rend impossible le retour d'une croissance économique permettant le « toujours plus » pour tout le monde et va inévitablement conduire à une décroissance subie et douloureuse si nous ne nous engageons pas dans une sobriété choisie et planifiée pour lutter contre le réchauffement climatique et les inégalités. C'est en quelque sorte une voiture-balai qui nous fera perdre bien plus que ce à quoi nous pouvons renoncer progressivement par choix afin de réduire rapidement nos émissions de gaz à effet de serre.

Ce second chapitre aborde ensuite les relations entre croissance économique, inégalités et environnement. Notre économie linéaire, à la recherche de profits à chaque étape, de l'extraction des ressources initiales aux déchets finaux en passant par différents intermédiaires souvent repartis sur des milliers de km, génère des pollutions que notre planète ne peut plus digérer. L'indicateur de richesse, le PIB, est ainsi fortement corrélé à l'empreinte écologique sans pour autant être un indicateur de bien-être, loin s'en faut. Les inégalités, qui avaient fortement diminué pendant « les trente glorieuses », sont reparties de plus en plus fortement à la hausse depuis que la croissance a progressivement diminué après les chocs pétroliers, atteignant des sommets devenus inacceptables. Ces inégalités économiques vont de pair avec les inégalités d'émissions de gaz à effet de serre, le niveau de richesse étant très fortement corrélé à ces émissions.

Ce chapitre explique enfin que la cause unique de ces problèmes est le désir de profit, la recherche du « toujours plus » qui nécessite de la croissance, seule condition permettant à l'économie de tenter de résoudre la quadrature du cercle que constitue la volonté de rendre durables des échanges qui ne sont pas équitables. C'est la recherche de profits qui entraîne le pillage et la pollution de la planète et c'est cette même recherche de profits qui conduit aux inégalités par l'asservissement économique des plus pauvres. Cette recherche de profits ne date pas d'hier et s'est traduite, par le passé, par des pillages et de l'esclavage parce qu'on ne savait pas utiliser efficacement les énergies fossiles. Leur utilisation massive a ensuite permis une forte croissance économique qui elle-même a permis la réduction des inégalités et le développement des acquis sociaux que nous connaissons. Mais l'utilisation de ressources non renouvelables comme les énergies fossiles ne peut croître indéfiniment et nous sommes de plus en plus confrontés depuis les chocs pétroliers aux limites de la planète : les limites de capacité de la Terre à digérer nos pollutions au premier rang desquelles figurent nos émissions de gaz à effet de serre, les limites à la croissance de l'extraction des énergies fossiles, et donc les limites à la croissance économique. Ainsi, avec le ralentissement voire l'arrêt de la croissance économique, les inégalités sont reparties à la hausse et le droit du travail et les acquis sociaux à la baisse. Ce chapitre se termine sur la mise en évidence de la racine des racines, l'origine de ce désir de profit, de toujours plus d'argent, de biens et de pouvoir : l'Égo.

Le troisième chapitre, « L'heure des choix... », envisage différents scénarios pour l'avenir. Le premier, « business as usual », consiste à ne rien changer et nous promet un avenir sombre, une détérioration voire un effondrement de la société telle que nous la connaissons, avec de l'austérité, de l'extrémisme accompagné de violences, et la progression de l'autoritarisme (toutes choses qui ont déjà commencé). Cela se manifesterait inévitablement par une augmentation des inégalités pourtant déjà trop grandes, un délitement encore plus important des droits et des acquis sociaux, et potentiellement de la barbarie que le dérèglement climatique, contre lequel rien de véritablement sérieux et efficace n'est et ne sera fait, ne fera qu'exacerber. Seul un engagement volontaire massif dans la réduction de nos émissions de gaz à effet de serre est une voie responsable et raisonnable, et les préconisations du GIEC (Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat) donnent des objectifs chiffrés pour avoir des chances acceptables de limiter le réchauffement climatique à 1,5 ou 2°C à l'horizon 2100. Sur ces bases, deux scénarios de « transition écologique » sans changement de mode de pensée (la recherche de profit) sont envisagés : l'un de « green washing », qui est plus ou moins celui qu'on nous présente, basé sur de belles promesses agrémentées de subventions, mais qui a montré son inefficacité car la rentabilité économique prime toujours sur l'efficacité écologique, les investissements « verts » n'étant réalisés que parce qu'il y a derrière des perspectives de profits sans se soucier des externalités parfois pires que si rien n'était fait ; et l'autre, basé sur une réglementation forte mais seulement sur la production sur le sol national, donc sans comptabiliser la plupart des émissions de gaz à effet de serre importées, et qui, comme elle ne concerne que l'offre, conduirait inévitablement à accentuer les inégalités, sans parler du fait que ce scénario ne peut vraisemblablement pas tenir dans une société nécessitant de la croissance.

Ce troisième chapitre explique ensuite, en reprenant la citation d'Albert Einstein « *On ne peut pas résoudre un problème avec le mode de pensée qui l'a généré* », qu'une économie tournée vers le profit ne peut résoudre les problèmes du dérèglement climatique et des inégalités car la recherche de profit est la cause même de ces problèmes. Alors que beaucoup de gens sont enfermés dans un métro-boulot-dodo sans grandes perspectives, vivent par procuration, ou se créent un personnage virtuel derrière un écran à l'antipode d'une véritable communication, d'autres choix de vie sont possibles, surtout si l'on change le mode de pensée de la société pour privilégier l'être à l'avoir et au paraître, l'harmonie plutôt que l'hégémonie, la sobriété heureuse plutôt que le toujours plus. Aller vers une société plus juste, socialement et écologiquement est la seule direction responsable et raisonnable, et c'est l'objet des quatrième et cinquième chapitres d'en dessiner les perspectives et les contours.

Le quatrième chapitre, « Vers une société plus juste, socialement et écologiquement... », propose ainsi un cadre et des perspectives pour aller dans « le bon sens ». Il est tout d'abord nécessaire de redéfinir les priorités, et pour cela, la permaculture offre un cadre et une philosophie particulièrement adaptée, avec ses trois principes éthiques : 1) porter attention à la Terre ; 2) porter attention aux humains ; et 3) partager équitablement. Le premier principe nous amène à notamment examiner dans quels secteurs de l'économie nos émissions de gaz à effet de serre sont les plus importantes, pour mieux percevoir où sont les réductions les plus efficaces à prévoir. Le second principe nous conduit à hiérarchiser les besoins des humains en s'appuyant sur la pyramide de Maslow, et en y ajoutant deux besoins transversaux essentiels : le besoin de justice et le besoin de sens. Enfin, le troisième principe nous invite à partager équitablement les richesses, toutes issues des ressources de la planète, entre humains et donc à réduire les inégalités, et avec la nature et donc à préserver et favoriser la biodiversité.

Ce quatrième chapitre présente ensuite une vision différente du monde, plus subtile, sereine et joyeuse, car notre rapport au monde dépend de notre manière de voir le monde. Il cherche à faire entrevoir à ceux qui seraient sensibles uniquement aux aspects matériels, que la réalité est bien plus vaste que cela, avec l'extraordinaire magie de la vie et de la nature, leur beauté et leurs mystères, l'énigme de la conscience que la physique quantique et la relativité nous invitent à voir comme inséparable voire causale de la réalité que nous expérimentons, et l'intérêt de la spiritualité, qui n'est pas synonyme de religion, pour favoriser l'ouverture d'esprit, la sérénité, et l'harmonie avec les autres et l'univers tout entier. Cette vision différente du monde nous amène alors à examiner les rapports et oppositions entre Égo, bonheur et sobriété, coopération et compétition, biens communs et propriété privée, puis à s'intéresser à l'économie circulaire, la richesse qu'apporte la diversité, et la perspective d'une éducation orientée vers le développement personnel et la réalisation de soi.

Ce chapitre milite enfin pour l'avènement d'une véritable démocratie et propose une relecture critique de l'article premier de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui stipule « *Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits. Les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune* », pour questionner les notions d'égalité, de distinctions sociales, et d'utilité commune. Cela nous amène alors à considérer un principe d'égalité et d'humanité dont les implications peuvent être difficiles à accepter, à savoir que toute vie (humaine) en vaut une autre et qu'une heure de travail n'est rien d'autre qu'une heure de vie ! Les différentes implications de ce principe et les arguments contre sont ensuite examinés et discutés, avant de détailler pourquoi ce principe est le meilleur moyen d'amener à des échanges équitables, condition *sine qua non* d'une économie véritablement durable.

Le cinquième et dernier chapitre, « Tout un programme... », rappelle tout d'abord, la problématique et l'urgence de la situation climatique et sociale, et explique pourquoi la France est probablement le pays le mieux placé pour engager un véritable changement que d'autres sans nul doute rejoindront. Il présente, en s'appuyant sur le cadre philosophique et pratique de la

permaculture, les quatre éléments structurants interdépendants et nécessaires à la mise en place de cette nouvelle société plus juste socialement et écologiquement.

Le premier élément structurant concerne le dérèglement climatique car c'est LE problème majeur auquel nous sommes confrontés, celui qui va de plus en plus conditionner nos vies et plus encore celles de nos enfants dans les années à venir. Seul un programme totalement engagé est un programme responsable. L'objectif primordial est donc de réduire efficacement nos émissions de gaz à effet de serre et pour ce faire, l'examen des différentes stratégies possibles montre que l'instauration réglementaire d'un budget carbone individuel est la meilleure solution : elle permet d'immédiatement réduire de manière quantifiable et quantifiée nos émissions de gaz à effet de serre, de responsabiliser chacun par la gestion de son budget carbone, et d'inciter, voire obliger, les offres de produits et de services à réduire leur impact carbone pour répondre à la demande et éviter d'être délaissées à cause d'un « prix » carbone trop élevé. Ce budget carbone individuel deviendra vite bien plus limitant que le budget « monétaire », puisqu'il deviendra sans intérêt d'avoir plus d'argent que ce que le budget carbone permet d'utiliser.

Le deuxième élément structurant concerne les inégalités, d'une part parce qu'elles sont injustes, et d'autre part parce qu'on ne peut espérer qu'une réglementation pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre puisse être acceptée par le plus grand nombre si elle n'est pas accompagnée d'une réduction des inégalités pour que les moins riches, les plus nombreux et les moins émetteurs, soient moins impactés que les plus riches, les plus émetteurs. Le principe qui a le plus de sens pour réduire les inégalités est celui qui, basé sur les faits que seul le travail des humains est rémunéré, que chaque vie humaine en vaut une autre, et qu'une heure de travail est une heure de vie, prône que chaque heure de travail ait la même valeur, quel que soit le travail effectué pour contribuer à la vie de la société. Bien sûr, comme détaillé dans le chapitre précédent, tous les éléments (formation, récupération,...) qui concourent à l'accomplissement d'un travail doivent être pris en compte, et pas seulement le temps nécessaire à la réalisation de la tâche proprement dite. Les revenus issus des capitaux, qu'ils soient investis dans la finance ou dans l'immobilier, sont également examinés en partant du principe que ces capitaux sont le fruit de travaux effectués préalablement, par l'investisseur ou ses ascendants s'ils proviennent d'héritages, travaux qui ont déjà été rémunérés et qui donc n'ont pas à être rémunérés une seconde fois au-delà du temps de travail supplémentaire effectué. Ce principe qu'une heure de travail est une heure de vie permet aussi d'aboutir à des échanges équitables et donc durables, et tous les arguments qui pourraient s'y opposer sont discutés.

Le troisième élément structurant concerne la capacité de choisir et décider, et il nécessite le recours à un processus constituant pour que le peuple rédige lui-même, pour son propre intérêt, une nouvelle Constitution instaurant une véritable démocratie, directe ou semi-directe, participative et délibérative. Cela permettrait au peuple de s'informer et de débattre pour pouvoir choisir de manière éclairée et décider démocratiquement de la direction à suivre pour l'intérêt général. Une démocratie totalement directe étant difficilement réalisable avec plusieurs dizaines de millions de citoyens, une semi-directe, c'est-à-dire où le peuple délègue une partie de ses prérogatives à des représentants, est préférable. Mais la nouvelle constitution devra clairement définir le rôle des représentants, la manière dont ils sont contrôlés et le cas échéant congédiés, et comment ils sont choisis. A ce sujet, les avantages du tirage au sort par rapport à l'élection sont répertoriés, et les supposés inconvénients examinés. Les lois les plus importantes, celles qui sont véritablement impactantes pour la vie de la société, devront cependant être approuvées par le peuple sous-forme de referendum. Des lois pourront également être soumises à referendum d'initiative populaire (ou citoyenne) par une partie significative (à déterminer démocratiquement) de la population. Développer les assemblées de citoyens sur différents sujets importants pour la société, au niveau national et surtout au niveau local, aurait de nombreux intérêts : informer les citoyens ; leur accorder de l'estime mais aussi les impliquer et les responsabiliser, ce qui les amènerait à se sentir

plus concernés par les choix auxquels ils auraient participé et donc plus à même de les respecter ; et développer le lien social.

Le quatrième élément structurant concerne la capacité d'agir, de mettre en œuvre les choix et les décisions. Pour ne plus dépendre du bon vouloir de ceux qui créent la monnaie (les banques de crédits pour la monnaie scripturale, généralement privées, et la Banque Centrale Européenne, pour la monnaie fiduciaire, indépendante des états membres) et ceux qui, de fait, possèdent les capitaux, il est nécessaire que l'État, et donc les citoyens, reprenne en main la création monétaire pour pouvoir créer l'argent dont il a besoin, pour ce dont il a besoin, quand il en a besoin. En reprenant la création monétaire, l'État, et donc les citoyens, peut investir dans tout ce qui est utile à la société et être employeur en dernier ressort pour rémunérer le travail effectué pour le bien commun, sans dépendre d'intérêts particuliers, et dans un objectif de rentabilité sociale et écologique plutôt que financière. Cela implique de créer une nouvelle monnaie, ou recréer le Franc, soit en complément de l'Euro qui serait conservé pour les échanges internationaux, soit à la place de l'Euro et donc sortir de l'Euro. Toutes les implications qui en découlent sont discutées, et notamment celles concernant l'Europe et les échanges internationaux, l'impôt, l'inflation et la dette. Le but n'est pas l'autarcie, mais de se donner les moyens d'agir pour être autonome, résilient, et pouvoir véritablement réduire nos émissions de gaz à effet de serre et les inégalités (cela implique aussi de retrouver une certaine souveraineté sur d'autres sujets, comme le numérique ou le renseignement pour ne citer que ces deux là). La nouvelle monnaie devra être adossée à l'heure de travail (ou heure de vie comme indiqué au paragraphe précédent) puisque la seule chose qui doit être rémunérée dans un échange, pour qu'il soit équitable, est le temps de travail correspondant à ce qui est échangé. Des monnaies locales pourront également être créées selon le même principe et donc à parité avec la nouvelle monnaie nationale, notamment par les collectivités territoriales pour pouvoir mieux répondre et s'adapter aux besoins et choix locaux.

Un cinquième élément important est aussi examiné : l'énergie, car tout dépend de l'énergie. Les différentes énergies utilisables sont ainsi présentées, avec leurs avantages et leurs inconvénients. Bien évidemment, le recours aux énergies fossiles doit être réduit le plus rapidement possible. Les avantages mais aussi les inconvénients souvent masqués ou sous-estimés des énergies renouvelables, les idées fausses, et les fausses bonnes idées, sont également mis en lumière. Ceux du nucléaire le sont aussi, et notamment ses risques souvent confondus avec ses dangers. Le stockage de l'énergie, notamment en rapport avec les énergies intermittentes, et les techniques de géo-ingénierie, avec leurs problèmes et risques, sont également abordés. Enfin, une discussion sur le choix du mix énergétique pour l'avenir est présentée pour plaider en faveur d'un débat de fond sur le sujet, avec examen de tous les tenants et aboutissants, pour permettre un choix éclairé et lucide.

Ce cinquième chapitre aborde ensuite la nécessaire transformation et réorganisation de l'économie pour qu'elle devienne circulaire et donc durable. L'interdépendance et les synergies des quatre premiers éléments structurants sont expliquées, et leurs implications reprises ou développées. Les différents secteurs de l'économie (Agriculture, Utilisation des Terres, Gestion des déchets, Résidentiel et Urbanisme, Industrie, Transport, Énergie, Santé, Sécurité, Éducation, Recherche et Innovation, Numérique, Culture et Communication, Banques et Assurances) sont ensuite passés en revue avec leurs problématiques et les stratégies et solutions proposées. Enfin, devant le risque grandissant d'une révolte violente contre le gouvernement pour causes d'inégalités et d'inaction climatique, la possibilité d'un changement de société plus doux, par les urnes aux prochaines élections présidentielles, est présentée comme une alternative plus souhaitable.

Ce livre se termine enfin par une conclusion qui rappelle les enjeux, la nécessité absolue de réduire nos émissions de gaz à effet de serre, et tous les arguments issus des faits et du simple bon sens qui plaident en faveur des propositions faites pour un avenir responsable et heureux.